Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire

Infos migrations

Numéro 11 - octobre 2009

Étude

L'évolution des valeurs en France

Une France plus tolérante et plus respectueuse d'autrui, moins xénophobe et moins raciste, des individus plus désireux de se démarquer des autres mais faisant passer le désir d'égalité avant celui de liberté, les valeurs famille et travail toujours plébiscitées : voilà quelques traits marquants révélés par la quatrième enquête sur les valeurs en France réalisée en 2008.

Le ministère de l'immigration est doublement intéressé par cette enquête, qu'il a cofinancée, car non seulement elle aborde la perception des Français à l'égard des populations immigrées, mais elle permet aussi de cerner les valeurs de ces dernières, les personnes immigrées comptant au nombre des personnes interrogées.

L'auteur :

Evelyne Coirier

Chargée d'études à la division « Enquêtes et Études statistiques » au DSED

Contact : Evelyne.coirier@iminidco.gouv.fr

I. Principaux résultats de l'enquête

Le trait le plus marquant du "palmarès des valeurs" des personnes résidant en France depuis 1990 est sa très grande stabilité, les résultats de 2008 s'inscrivant dans un prolongement des tendances malgré les profondes modifications structurelles de la société française au cours de cette période. Il faut cependant souligner que l'enquête s'est déroulée entre mai et août 2008, c'est-à-dire juste avant le début de la crise financière et économique, et que les effets de celle-ci n'ont donc pas pu être pris en compte.

D'après cette enquête, l'importance accordée à la famille, au travail, aux amis, aux loisirs, à la religion et à la politique (tableau 1) évolue très peu sur les vingt dernières années, même si chaque individu souhaite plus qu'auparavant se différencier des autres et jouir d'une plus grande liberté dans les domaines touchant à sa vie privée.

Tableau 1 : Le palmarès des valeurs des Français

(% vertical)

	1990	1999	2008
Famille			
Très important	81	88	87
Assez important	15	11	10
Peu ou pas important du tout	3	1	3
Travail			
Très important	60	69	68
Assez important	32	26	26
Peu ou pas important du tout	6	6	6
Amis et relations			
Très important	40	50	50
Assez important	46	45	40
Peu ou pas important du tout	13	5	10
Loisirs			
Très important	31	37	33
Assez important	48	51	51
Peu ou pas important du tout	20	12	17
Religion			
Très important	14	11	15
Assez important	28	26	23
Peu ou pas important du tout	56	63	62
Politique			
Très important	8	8	13
Assez important	24	27	32
Peu ou pas important du tout	66	64	55

Source : EVS

Note : pour chaque domaine de valeurs, la somme des pourcentages n'est pas toujours égale à 100 %, du fait d'un petit nombre de sans réponse et des arrondis à l'entier le plus proche.

Présentation et méthodologie de l'enquête EVS

Cette grande enquête sur les valeurs des Européens (European Values Survey, EVS) mise en place en 1981, a été renouvelée régulièrement tous les 9 ans depuis cette date (1990, 1999, 2008) avec pour ambition d'analyser les mutations des sociétés en Europe sur le long terme. Au fil des enquêtes, le nombre des pays concernés a fortement progressé : de 9 en 1981 à une quarantaine en 2008. De nouvelles thématiques sont apparues, comme l'immigration en 1999 et les craintes à l'égard de l'Europe en 2008, tout en conservant 70 % du questionnaire pour permettre les comparaisons dans le temps et dégager l'évolution des valeurs. Les thèmes abordés dans le questionnaire cherchent à appréhender les grands domaines de l'existence tels que la famille, le travail, les relations avec les autres, la politique, les conceptions de l'économie, la religion, mais aussi les conceptions de la démocratie, la xénophobie, les attitudes envers les immigrés, les craintes à l'égard de l'Europe.

La partie française de l'enquête est administrée par un groupe d'enseignants et de chercheurs réunis dans l'association ARVAL, avec l'appui de l'Institut d'études politiques de Grenoble, sous la direction de Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia. L'enquête sur le terrain a été réalisée de mai à août 2008, et a porté sur 3071 personnes résidant en France métropolitaine, âgées de 18 ans et plus (dont 150 étrangers). Les entretiens ont été effectués en face à face.

L'échantillon a été élaboré selon une double méthode. Environ la moitié des entretiens (1501) ont été réalisés selon une procédure de stricte sélection aléatoire en tirant au hasard 250 points d'observation répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain, puis en sélectionnant aléatoirement les adresses et en choisissant une personne également de façon aléatoire parmi les habitants permanents du domicile. La seconde moitié des entretiens (1570) a été obtenue selon une méthode de "quotas renforcés" où parmi 250 autres points sélectionnés, l'enquêteur devait respecter des contraintes fortes dans la sélection des personnes interrogées (nombre fixé d'individus pour chaque classe d'âge, genre, profession du chef de ménage et niveau de diplôme) pour obtenir une meilleure représentativité de l'échantillon. Enfin, un coefficient de pondération a été introduit pour gommer les petites déformations par rapport à la structure de la population afin de rendre les résultats les plus conformes aux opinions et valeurs de l'ensemble de la population.

La famille reste la valeur la plus plébiscitée, mais sur un plan très idéalisé, avec cependant une acceptation plus facile du divorce, de l'homosexualité et de l'avortement. La réduction du temps de travail n'a pas entraîné une dévalorisation de la valeur travail, mais les exigences d'épanouissement et d'enrichissement dans le cadre de la vie professionnelle se sont accrues. La dégradation du marché du travail a même renforcé le travail comme devoir social face à la crise.

Tableau 2 : La confiance aux institutions

(% de grande ou assez grande confiance, population résidant en France)

	1981	1990	1999	2008
Le système de santé	-	-	77	80
Le système d'enseignement	55	61	68	76
Le système de sécurité sociale	-	67	66	74
La police	64	65	66	73
L'armée	54	54	61	72
L'église	54	48	44	42
L'administration	50	46	44	60
Le système judiciaire	-	-	45	55
Le parlement	48	43	39	45
Le gouvernement	-	-	-	31
Les grandes entreprises	42	60	45	44
Les syndicats	36	30	33	41
La presse	31	37	35	38
Les partis politiques	-	-	-	18
L'Union européenne	-	65	46	47

source : enquête EVS

La confiance envers les institutions est très variable (tableau 2). Les Français accordent beaucoup de confiance aux institutions représentant l'État-providence, comme l'école, le système de santé, la sécurité sociale. Ils sont en revanche bien moins confiants envers l'administration, le Parlement, les partis politiques et les médias. Paradoxalement, les Français attendent souvent beaucoup de l'État, mais sont assez peu intéressés par la politique. Ils sont très fortement attachés aux valeurs démocratiques, mais sont assez souvent critiques. Le principal changement depuis 1981 réside dans la priorité donnée en 2008 à l'égalité sur la liberté, ce qui sous-tend une plus forte conscience des inégalités sociales dans un climat économique incertain.

II. Les Français et les autres : méfiants, mais plus tolérants

Les Français sont toujours optimistes, voire plus qu'avant, concernant leur vie personnelle, et cela quelle que soit la catégorie sociale : en 2008, 90 % se déclarent heureux contre 89 % en 1981 et la part de personnes très heureuses est même passée de 19 % à 34 % sur cette période. En revanche, leur jugement est beaucoup moins favorable vis-à-vis de la société : la France reste une société de défiance. Le pessimisme se trouve même renforcé par comparaison aux précédentes enquêtes.

Le niveau de confiance vis-à-vis des autres se situe toujours à un niveau très faible et ce taux est très stable dans le temps.

Plus fiers d'être Français...

Un autre paradoxe de la société française en 2008 se retrouve dans la progression du sentiment de fierté d'être Français, avec des craintes face à l'élargissement de l'Europe et à la mondialisation, tout en s'accompagnant d'une plus grande tolérance vis-à-vis des immigrés, ce qui peut sembler contradictoire.

Alors qu'en 1981, 82 % des Français se disaient fiers d'être Français, sentiment rencontré plutôt chez des personnes d'âge mûr, peu diplômées et se déclarant de droite, en 2008 ils sont 90 % à se déclarer fiers d'être Français et ce sentiment est quasi unanimement partagé par toutes les catégories de population. Cette évolution recouvre une réalité différente des années 1970, une société en 2008 moins cocardière, mais cependant fière de ce que peut représenter la France dans le Monde. Dans le même temps, les Français sont plus craintifs face à la mondialisation et aux mutations qui en découlent. C'est cette même inquiétude qui explique les craintes croissantes face à l'Europe, qui pourrait conduire à une perte de pouvoir de la France (pour 53 % des personnes interrogées) ou à un affaiblissement de l'identité nationale (54 %), mais plus encore à des conséquences sociales néfastes comme la perte d'emplois (66 %) ou l'abandon de la sécurité sociale (68 %).

Surtout, d'après le tableau 3, l'identité française ne se mesure plus uniquement par sa naissance ou ses origines (réponse donnée par près de la moitié des personnes), mais essentiellement par le fait de respecter la loi et les institutions françaises, ou d'être capable de parler français (pour au moins 95 % des personnes interrogées). Ce qui met en évidence une vision bien plus comportementale de l'appartenance nationale des Français.

Tableau 3 : Importance de certaines caractéristiques pour "être vraiment Français"

(en % des catégories de population)

	Français de parents français	Français d'origine étrangère	Français nés à l'étranger	Etrangers
être né en France	54	44	26	24
avoir des origines françaises	48	30	29	19
avoir vécu la plus grande partie de sa vie en France	58	52	42	45
être capable de parler français	96	95	96	94
respecter la loi et les institutions françaises	98	95	98	98

Source : EVS

... et plus tolérants vis-à-vis des immigrés...

Tout en étant plus fiers de leur identité, les Français se révèlent également plus tolérants, moins xénophobes que par le passé vis-à-vis des étrangers et des immigrés.

Cette progression de la tolérance s'observe notamment à travers les réponses aux questions portant sur les personnes bien ou mal acceptées comme voisins. Ainsi, en 2008, seuls 3 % de la population n'aimeraient pas avoir des voisins d'une "autre race" contre 9 % en 1990 et 1999. Ils sont seulement 4 % à craindre le voisinage de travailleurs étrangers ou immigrés contre respectivement 13 % et 12 % en 1990 et 1999. Même si les pourcentages ont baissé pour toutes les catégories citées, les craintes restent bien plus vives à l'encontre des gitans (24 %), mais encore plus vis-à-vis de personnes pouvant troubler l'ordre public, tels que les drogués (39 %), les alcooliques (34 %), les extrémistes de droite (26 %). Les préoccupations sécuritaires l'emportent nettement sur les considérations identitaires.

Tableau 4 : Voisinage peu apprécié (en %)

	1981	1990	1999	2008
Des gens d'une autre race	5	9	9	3
Des juifs	-	7	6	3
Des gitans	-	-	40	24
Des étrangers ou immigrés	6	13	12	4
Des musulmans	-	18	16	8
Des extrémistes de gauche	10	24	26	13
Des extrémistes de droite	14	33	44	26
Des gens portés sur la boisson	46	50	47	34
Des drogués	-	44	47	38

Source : EVS

Les Français sont aussi plus favorables à l'immigration que par le passé : en 2008, 47 % sont favorables à l'arrivée de nouveaux immigrés contre 38 % en 1999. Ils sont cependant encore majoritaires à souhaiter limiter strictement ou interdire leur venue en 2008 (52 %). La préférence donnée aux Français pour accéder à un emploi, lorsque ceux-ci sont rares, a elle aussi diminué, pour passer de 61 % en 1990 à 41 % en 2008.

Cette évolution est cohérente avec la montée des valeurs humanistes et la diminution de la xénophobie. Ce changement à l'égard des immigrés s'inscrit dans un mouvement de long terme des systèmes de valeurs tendant à accorder plus d'importance à ce que les individus font de leur vie plutôt qu'à des questions de naissance ou d'origine.

...avec des réserves

Cela ne signifie pas pour autant que tout le monde adhère à ces valeurs et que les immigrés soient bien acceptés par l'ensemble de la population. Sur cette question, la société française se révèle partagée en deux parties à peu près égales entre ceux qui sont favorables aux immigrés et ceux qui leur sont hostiles. Une part encore très importante de la population est d'accord avec certaines opinions xénophobes. Ainsi, 48 % sont d'accord avec l'idée selon laquelle "il y a trop d'immigrés en France". 56 % pensent que "les immigrés sont une charge pour la sécurité sociale du pays", 41 % qu'"à l'avenir, le nombre d'immigrés sera une menace pour la société", 32 % que "les immigrés accentuent les problèmes de criminalité". Par contre, seuls 26 % pensent que "les immigrés prennent le travail des gens nés dans le pays".

Tableau 5 : Opinions concernant l'arrivée de nouveaux migrants

(% vertical)

	1999	2008
Laisser venir tout le monde	5	7
Laisser venir tant qu'il y a du travail	33	40
Limiter strictement	48	43
Interdire de venir	10	9

Source : EVS

L'enquête montre que les personnes qui craignent le plus les immigrés sont celles qui font aussi le moins confiance à l'Union européenne, aux valeurs démocratiques, qui sont hostiles à l'évolution des mœurs familiales, aux changements économiques et sociaux et plutôt favorables à la peine de mort et à un régime politique autoritaire et répressif. Ces valeurs de repli et de fermeture constituent une sorte de protection face à une société qui change et qui leur fait peur. Ces personnes se caractérisent le plus souvent par un faible niveau d'étude. Ce sont souvent les mêmes personnes qui souhaitent limiter la venue des immigrés et qui adhèrent le plus aux stéréotypes négatifs à leur encontre.

Globalement, la tendance générale est cependant à une nette progression des valeurs de tolérance et à une meilleure acceptation de l'immigré. Le débat sur la place des immigrés est toujours d'actualité, même s'il est moins virulent qu'autrefois. Une majorité de la population accepte plus ou moins facilement la diversification de la société française et l'intégration des immigrés dans cette société. Cependant, les médias ne donnent à voir la plupart du temps que les côtés négatifs ou particuliers de cette immigration en se focalisant sur les problèmes des banlieues ou les questions de religion.

III. Les valeurs des étrangers en France

La France est de longue date un pays d'immigration. A l'origine, il s'agissait le plus souvent d'immigration de travail, qui est devenue au fil du temps une immigration de peuplement avec intégration progressive des personnes issues des différentes vagues de migration dans la population française et adoption de la nationalité du pays d'accueil. De ce fait, le pourcentage des étrangers est resté à peu près constant sur longue période, mais la part des personnes ayant des origines étrangères a fortement progressé.

Quelques définitions

Un **étranger** en France est une personne qui n'a pas la nationalité française.

Un **immigré** est une personne née étrangère à l'étranger. L'immigré peut devenir Français (par acquisition) : il ne sera plus étranger, mais restera immigré.

Dans l'enquête EVS, deux autres notions sont employées, mais comme la question de l'acquisition de la nationalité française n'a pas été posée, il est nécessaire de les utiliser avec précaution :

- **Français nés à l'étranger** : il peut s'agir d'immigrés ayant acquis la nationalité française, mais aussi de Français nés à l'étranger ou dans les anciennes colonies françaises.

- **Français d'origine étrangère** : personne française dont le père ou/et la mère sont nés à l'étranger. Parmi cette catégorie, se trouvent les personnes issues de l'immigration.

La population étrangère dans l'enquête EVS

Dans l'enquête EVS de 2008, on dénombre 5,2 % d'étrangers, chiffre très proche de celui établi par l'INSEE à partir du recensement de la population (5,7 % de la population en 2006 selon les données des enquêtes annuelles de recensement de l'INSEE). 10 % des personnes interrogées déclarent être nées hors de France et 23 % ont des origines étrangères.

Les personnes enquêtées nées hors de France viennent principalement du Maghreb (38 %) avec une forte prééminence de l'Algérie, puis des pays du sud de l'Europe (24 %), de Turquie et d'Allemagne. Près des 30 % restants viennent d'une multitude d'autres pays. Les personnes d'origine étrangère confirment cette répartition avec un poids plus important des personnes originaires d'Europe de l'est et d'Afrique subsaharienne.

D'après les données de l'enquête, cette population se caractérise par une majorité d'hommes (54 %), une part importante de jeunes actifs, des emplois plutôt en bas de l'échelle socioprofessionnelle (ouvriers, employés sans responsabilité) et un taux de chômage bien plus élevé que chez les "Français de souche" (13 % contre 8 %). Il existe en revanche peu de différence au niveau des diplômes et des revenus, ce qui sous-tend un processus d'intégration progressive, assez peu valorisé toutefois par les médias. Les étrangers vivent surtout dans les grandes villes (15 % de la population d'Île-de-France).

Si les différences de valeurs tendent à s'estomper sur beaucoup de questions grâce à l'accès aux études supérieures, à des emplois qualifiés et à un niveau de vie plus élevé, les spécificités des étrangers persistent sur les valeurs religieuses et familiales.

Les populations immigrées ou d'origine étrangère restent fortement attachées aux valeurs religieuses, même lorsqu'elles s'installent durablement dans un pays sécularisé comme la France. Les étrangers et les personnes d'origine étrangères sont en effet fortement surreprésentés parmi les personnes très investies sur le plan religieux : 86 % des étrangers disent croire en Dieu contre 58 % des Français d'origine étrangère et 49 % des Franco-français. 70 % des étrangers se disent religieux contre moins de 50 % des Français. On compte très peu d'athées convaincus parmi les étrangers (3 %), alors que la proportion s'élève à près de 20 % chez les Français. L'islam est du reste la seule religion qui connaisse une progression dans notre pays alors que moins de 9 % des musulmans sont Franco-français. Les spécificités religieuses tendent cependant à s'atténuer avec le temps. Elles sont plus accentuées chez les étrangers que chez leurs enfants nés en France, peut-être du fait de la mixité de certaines unions ou plus simplement de leur intégration progressive à la société française.

Tableau 6 : Appartenance religieuse en 2008

(en % vertical)

	Français de parents français	Français d'origine étrangère	Français nés à l'étranger	Etrangers
Catholique	43,7	34,0	39,9	31,5
Protestante	1,4	1,8	3,9	4,8
Juive	0,1	1,8	0,9	0
Musulmane	0,5	10,0	19,9	35,3
Autres	1,0	2,3	4,4	5,0
Sans religion	53,3	49,9	30,4	22,4
Ne sait pas ou sans réponse	0	0,2	0,6	1,0
Ensemble	100	100	100	100

Source : EVS

La famille est également un domaine où les spécificités restent très marquées avec le maintien de valeurs familiales et morales traditionnelles. L'union libre est fortement désapprouvée par plus de la moitié des personnes d'origine étrangère. Le modèle traditionnel de répartition des tâches (les hommes au travail, les femmes à la maison) est le plus souvent conservé. Cette partie de la population demeure aussi très conservatrice sur le plan moral, vis-à-vis notamment de l'homosexualité, l'euthanasie ou le suicide.

Tableau 7 : Part d'opinions favorables sur les conceptions familiales en 2008 (en %)

	Français de parents français	Français d'origine étrangère	Français nés à l'étranger	Etrangers
Il est normal que deux personnes vivent ensemble sans être mariées	93	92	85	68
Favorable à l'égalité homme/femme vis-à-vis des travaux de la maison et des enfants	96	97	91	78
Faire des enfants est un devoir vis-à-vis de la société	23	21	27	34

Source : EVS

Cependant, sur le plan politique, les populations d'origine étrangère sont assez peu politisées, mais se positionnent moins souvent à droite que les Franco-français. Les personnes d'origine maghrébine se positionnent même sensiblement plus à gauche. Ces populations font aussi plus souvent confiance aux institutions, par comparaison peut-être avec leur pays d'origine. Elles sont évidemment plus favorables à une politique d'accueil des immigrés et opposées à une préférence "nationale" pour l'embauche des travailleurs.

Conclusion

L'enquête sur les valeurs, répétée de façon périodique, permet de mesurer et de suivre leur évolution. Malgré les profonds changements qu'a connu la société française depuis une trentaine d'années, ces valeurs se révèlent être relativement pérennes. Les valeurs famille et travail sont toujours très valorisées par la quasi-totalité de la population. Au fil des enquêtes, il se dégage cependant un long processus de rejet des valeurs traditionnelles. Les valeurs de tolérance sont ainsi en nette progression avec une baisse de la xénophobie. Et même si la question de l'immigration continue de diviser la société française, l'enquête révèle que les immigrés sont mieux acceptés par un plus grand nombre de personnes. Quant aux valeurs des étrangers et des personnes d'origine étrangère, si elles se différencient encore sur les questions familiales et religieuses, elles tendent à se rapprocher de plus en plus de celles de l'ensemble de la population à travers un processus progressif d'intégration.

Pour en savoir plus

La partie française de l'enquête EVS 2008 a fait l'objet d'un ouvrage rédigé par des chercheurs, politologues et sociologues sous la direction de Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia :

La France à travers ses valeurs
Armand Colin, Paris, 2009

Infos migrations n° 11 - Octobre 2009
L'évolution des valeurs en France

L'ensemble des numéros parus est disponible et téléchargeable sur le site :
Immigration.gouv.fr/ressources/études et statistiques/publications

Directeur de publication : Jean-Patrick Bernard
Rédactrice en chef : Nicole Cadenel
Maquette : Evelyne Coirier

Ministère de l'immigration,
de l'intégration,
de l'identité nationale
et du
développement solidaire

101, rue de Grenelle
75323 Paris cedex 07

Tel : (33) 1. 70.38.24.62
Fax : (33) 1. 70.38.24.88